

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Il faut un toupet monstre pour mentir, exercer la
pression, en prétendant qu'il n'y aura pas renégociation

elle a déjà commencé

Il y a un plan B, C, D, E... et pas de raison de voter oui

- International - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 21 mai 2005

Démocratie & Socialisme

En guise de réponse à François Hollande et la " mystification du plan B " In Le Monde du 4 mai 2005

Oui, il fallait un référendum et une consultation interne des militants du Ps, François Hollande le répète et il a raison, contre ceux, qui, frileux de ce qui se passe, paraissent parfois regretter cette abondance de démocratie, dans le pays comme dans le Parti socialiste. La démocratie, c'est le débat ouvert, puis l'expression d'une majorité avec les moyens de diriger qui lui sont dus, la minorité ne disposant plus des mêmes moyens pour défendre son point de vue.

Mais si nous sommes en un tel moment de vérité, commençons par nous respecter : il ne s'agit pas d'avoir " été pro-européens avec Mitterrand pour ne plus l'être sous Chirac ". Pro européens, fédéralistes, démocratiques, sociaux, nous l'avons toujours été, et nous le sommes plus que jamais. Au point de vouloir sauver l'Europe de cette constitution-là. Répétons-le mille fois, puisque mille fois François Hollande feint de ne pas entendre, il ne s'agit pas de dire " oui " ou " non " à l'Europe. Si telle était la question, et même s'il y avait une seule bonne raison de voter cette constitution, nous répondrions " oui ". Mais l'incontournable question posée, que l'on soit au pouvoir ou dans l'opposition, est la même : faut-il donner à l'Europe que nous voulons tous, une constitution à dominante libérale ou non ? La bataille pour un meilleur compromis est-elle une illusion perdue d'avance ?

Certes, l'initiative de nombreux traités dans l'histoire récente de l'Europe a été partagée par la gauche. Mais des compromis valables hier pour faire naître l'idée de l'Europe, doivent-ils être répétés, sans être améliorés, lorsque l'Europe est devenue adulte ? Pire : quel est le sens de les revoter en l'état, sinon l'aveu qu'on a bien du mal à progresser, qu'on piétine, que l'Europe sociale, toujours promise, est toujours repoussée ?

On nous ressasse : vous avez déjà voté ces traités, ils sont en vigueur, si vous ne les votez pas, vous les gardez, il n'y a donc pas de recul et vous perdez les " avancées " qu'il y a dans le texte...Mais d'abord, revoter aujourd'hui n'a pas le même sens qu'en 1986, en 1992, en 1997, en 2005 ! On stagne, on n'avance pas !

L'Europe, on l'a, elle n'est pas en péril ! On a le contenant, c'est le contenu qu'on veut faire progresser. N'est-ce pas un signe de maturité de pouvoir dire " non " sans crainte afin de ré-orienter l'Europe ? Un " non " créerait un débat citoyen dans toute l'Europe et pas seulement en France. Un " non " traverserait tous les syndicats, tous les partis, tous les pays qui ne se sont pas encore interrogés sur le fond de la constitution. Les salariés français, au coeur de ce " non ", ne seraient pas isolés, mais applaudis, imités, courtisés : un effet domino, salutairement rapprocherait les peuples, contribuerait à unifier leurs préoccupations, leurs consciences, leurs revendications, plus qu'un " oui " à l'arraché, frileux et conservateur, sous la menace de la crise et de la peur.

En une phrase nouvelle et étonnante, François Hollande se sépare de nombreux crieurs : " Laissons le catastrophisme : effectivement l'Europe en resterait aux traités actuels, c'est-à-dire au grand marché sans le modèle social ". Bon aveu ! Le chantage au chaos n'est pas à craindre.

Reste que tous les traités ont été proposés, votés, accompagnés de la promesse que le prochain dépasserait le " grand marché " et serait celui du " modèle social "...Et la preuve que cette constitution n'est toujours pas ce " modèle social " n'est-elle pas justement qu'on nous ressort tous ces précédents traités du " grand marché " d'un seul coup ?

La purge est dure à avaler : on nous explique qu'habitué à boire de l'huile de ricin, depuis l'Acte unique, (libre circulation surtout des capitaux et des marchandises), avec Maastricht, (l'euro mais avec la banque centrale européenne indépendante uniquement chargée de garantir la stabilité des prix), avec Amsterdam (pacte de stabilité devenu " imbécile "), Nice (traité présenté comme une victoire puis devenu " calamiteux "), Barcelone (où l'on perd cinq ans de retraite, signé par la droite et la gauche, sans souci du modèle social, sans être en effet différents selon

Il y a un plan B, C, D, E... et pas de raison de voter oui

qu'on est au pouvoir et dans l'opposition) on nous propose de boire encore la totalité de la dose d'huile de ricin d'un seul coup ! On nous rassure : " Ce n'est pas si grave, vous êtes habitués, mais cette fois, on a mis une cuillerée de sucre, si vous ne buvez pas, vous perdez le sucre ! ".

Cette pincée de sucre ne donne pourtant pas " le plus social de tous les traités de l'histoire de la construction européenne " comme le baptise François Hollande. Si cela avait été le cas, en serions-nous à ce point de rejet ? L'évidence se serait imposée. Le premier secrétaire du Ps n'aurait pas été obligé de formuler " sept exigences sociales " en 2003 et 2004 avant de se rallier au " oui " sans combat. François Lamy, expert s'il en est, n'aurait pas jugé, à l'origine, que ce traité " était déséquilibré en faveur du libéralisme ". Nos défenseurs du " oui de gauche " ne seraient pas obligés de promettre qu'ils vont se battre pour un gouvernement économique, pour une coordination budgétaire active, pour une loi européenne sur les services publics, pour un autre traité social fixant des critères de convergence, ni pour une avant-garde de coopération renforcée : s'ils annoncent tout cela, c'est bien parce que la constitution ne le contient pas. Faute " d'avancées à saisir comme autant d'acquis irréversibles qui serviront de leviers ", la pincée de sucre ne diminue pas l'amertume.

Pire : on renonce à valoriser le sucre pour dire que c'est l'huile de ricin qui a bon goût. François Hollande invente une " clause sociale transversale à toutes les politiques européennes " : où a-t-on vu cela dans un traité dont le fil conducteur est la concurrence libre et non faussée et qui " exclue l'harmonisation sociale et fiscale " ? Le langage sincère s'efface : les critiques formulées hier, par les " oui " de gauche " sont remplacées par la nécessité plébiscitaire de repeindre en rose merveilleux la constitution Giscard, d'en appeler à Chirac pour qu'il la défende, de juger " euro-compatibles " les oui de droite et de gauche.

Et puis comment " laisser le catastrophisme " de côté, et dénoncer à la fois " la mystification du plan B " ? Car si le " non " l'emporte, s'il n'y a pas de chaos, c'est bien que l'effet de ce " non " sera une renégociation ! Il n'y aura pas de vide non plus. Le temps du débat est même fixé : le traité de Nice s'éteint en 2009 à la différence de la constitution qui est illimitée. La constitution adoptée imposerait son carcan, et elle ne pourrait être révisée qu'à l'unanimité. Si elle est rejetée, tout se ré-ouvre comme prévu d'ailleurs dans une des annexes : si des états rencontrent des difficultés à ratifier la constitution, le conseil des ministres devra s'en saisir sous deux ans.

La renégociation n'est pas une mystification mais une évidence ! Il naîtra forcément des " plans B, C, D et même E... ". François Hollande le nie farouchement et on le comprend. Car si on rediscute, à quoi sert de voter " oui " ? Toutes les argumentations du " oui " s'effondrent d'un coup et seul le " non " ré-ouvre immédiatement la porte du débat en Europe : comment dire " oui " et annoncer de futurs " traités sociaux " comme le fait le Premier secrétaire du parti socialiste ? Seule la force du " non " peut contribuer à les mettre à l'ordre du jour. Et Chirac qui affirme qu'il ne partira pas, mais qui prétend aussi ne pas renégocier : que fera-t-il en ce cas, restera-t-il cloîtré à l'Élysée, faisant grève, boudant les sommets européens ? Ou devra-t-il tenir compte du mandat des français ?

Le " non " n'est pas si divers qu'il soit ininterprétable : il s'agit d'un " non " social puissant, dominant, sociologiquement clair, celui du salariat. Même les libéraux s'en sont aperçus puisqu'ils cachent ce qu'ils peuvent de leurs projets de directives ultra-libérales. François Hollande ironise mal à propos : " nous serons donc sauvés par M. Barroso ". Il affirme que dans ce cas, ce seraient des renégociations à travers lesquelles on ne pourrait faire mieux, seulement pire : mais alors comment concilie-t-il cela avec ses propres promesses de nouveau traité social ?

Même à des gouvernements libéraux, même aux patrons du Medef, on peut imposer certaines de nos revendications ! Tout dépend du rapport de forces, et ce n'est pas le " oui " qui le crée : on n'a jamais vu exiger ni gagner sur une revendication en commençant par dire " oui ".

Chirac a lâché 1 % d'augmentation salariale grâce au 10 mars et à la première annonce d'un " non " à 51 %, la droite a implosé et s'est désolidarisée de Raffarin lorsque le " non " a atteint 55 % : de même la panique rend réalistes les

commissaires de Bruxelles.

Les 25 chefs d'état, tout libéraux qu'ils soient, envisagent ce qu'ils refusaient jusqu'ici : supprimer la partie trois, ou remanier les conditions de révision de la constitution, ou reculer davantage sur Bolkestein, ramener celle-ci à une simple règle du jeu, sans vouloir imposer dedans la totalité de leurs politiques libérales... En bref, la seule chance d'avoir des concessions, un meilleur compromis c'est le " non ". Les socialistes ne devraient pas nier cela, sous le prétexte soudain découvert qu'il ne faudrait rien attendre des libéraux. Car même un libéral menacé de perdre les élections, s'efforce d'en repérer les causes et essaie de faire le minimum de ce qu'il faut pour l'éviter. Ils voulaient seulement cacher les directives Bolkestein, portuaires, ferroviaires, sur le temps de travail, ils seront peut-être amenés, si le " non " est fort, à les retirer. Si le " oui " passe, soulagés, ils les ressortiront !

Allons donc jusqu'au bout, donnons le maximum, le 29 mai au " non " pour confirmer le mouvement, faire retirer de cette constitution ce qui incarne la dictature des actionnaires, imposer tout ce qu'on pourra des " sept exigences socialistes ", et pour sanctionner Chirac en même temps. Car c'est sans doute là que François Hollande a le plus tort : contrairement à son choix, il est totalement légitime d'utiliser ce scrutin à des fins de politique intérieure. La politique suivie par Chirac en France depuis 2002 contre nos retraites, notre Sécu, nos salaires, nos emplois, notre Code du travail, nos services publics, est la même que celle qui est inscrite dans le coeur du projet de Constitution européenne. Si le " oui " gagne, Chirac triomphera comme après le 5 mai 2002, et il continuera les attaques perpétrées contre les éléments de Pacte social républicain qui survivent encore. Si le " non " gagne, les deux dernières années de Chirac seront plus difficiles pour lui, la gauche se réunifiera autour du " non " majoritaire en son sein, et autour de tous ceux qui se battront pour une véritable alternative de transformation sociale.

Marc Dolez et Gérard Filoche